

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



Maître d'Ouvrage
CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE 32 rue de l'Observatoire 25000 BESANCON

Objet du marché
Assistance technique à Maîtrise d'ouvrage pour la construction de logements étudiants - Les Climats à Dijon Marché n° 2025-024-PI

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Sommaire

ARTICLE 1 - Dispositions générales	5
1.1 – Objet du marché	5
1.2 – Présentation de l'opération	5
1.3 – Lieux d'exécution	5
1.4 – Identification des cocontractants	6
ARTICLE 2 - Conduite du marché et interlocuteurs	7
2.1 – Direction et contrôle du marché – Ordre de service	7
2.2 – Conduite des prestations au sein du prestataire	7
2.3 – Sous-traitance	9
2.4 – Utilisateurs et gestionnaires	10
2.5 – Tiers intéressés	10
2.6 – Pôle sécurité	10
2.7 – Modalités de communication et de collaboration	11
ARTICLE 3 - Pièces du marché	12
ARTICLE 4 - Décomposition du marché	12
4.1 – Décomposition de la mission en parties techniques	12
4.2 – Modifications en cours d'exécution	13
4.3 – Marchés de prestations similaires	13
4.4 – Clauses de réexamen	14
ARTICLE 5 - Prix du marché	14
5.1 – Contenu du prix	14
5.2 – Variation des prix	15

5.3 – Prix d'unités	15
5.4 – Sous-décomposition des prix.....	15
5.5 – Assurance.....	15
ARTICLE 6 – Avance.....	16
6.1 – Conditions de versement et de remboursement	16
6.2 – Garanties financières de l'avance	17
ARTICLE 7 – Modalités de règlement des comptes	17
7.1 – Acomptes	17
7.2 – Règlement définitif	18
7.3 – Présentation et transmission des demandes de paiement.....	18
7.4 – Délai global de paiement	19
7.5 – Paiement des cotraitants.....	19
7.6 – Paiement des sous-traitants	20
ARTICLE 8 – Admission des prestations	20
8.1 – Présentation des prestations.....	20
8.2 – Avis sur les documents provisoires.....	21
8.3 – Admission des prestations.....	21
ARTICLE 9 – Mesures coercitives.....	21
9.1 – Généralités sur les pénalités.....	21
9.2 – Délais d'exécution.....	22
ARTICLE 10 – Droit de propriété industrielle et intellectuelle	24
10.1 – Droit de propriété intellectuelle applicable	24
10.2 – Confidentialité	24
10.3 – Protection des données à caractère personnel	25

ARTICLE 11 - Arrêt des prestations.....	29
11 . 1 – Arrêt en fin de partie technique.....	29
11 . 2 – Fin normale du contrat.....	29
ARTICLE 12 - Résiliation	29
12 . 1 – Conditions générales.....	29
12 . 2 – Résiliation partielle.....	30
ARTICLE 13 - Règlement des litiges et langues.....	31
13 . 1 – Différends.....	31
13 . 2 – Règlement des litiges devant les tribunaux	32
13 . 3 – Langue	32
ARTICLE 14 - Dérogations	33

ARTICLE 1 - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) porte sur le marché d'Assistance technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO) et programmation (PROG) dans le cadre de l'opération de construction de logements étudiants « Les Climats » à Dijon, opération du CROUS Bourgogne-Franche-Comté.

Le présent CCAP a pour objet de définir les conditions d'exécution, en complément des autres pièces du marché auquel ce CCAP participe.

La mission consiste à assister le maître d'ouvrage sur les aspects administratifs et techniques pour la programmation technique et performancielle et le suivi de l'exécution du marché global de performance.

1.2 - Présentation de l'opération

Le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Bourgogne-Franche-Comté (le « CROUS ») a lancé une opération, dite « Les Climats ». Celle-ci va être réalisée sous forme de marché global de performance, recourant à la filière hors-site. Celle-ci est détaillée dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et plus encore dans son annexe.

L'étude de faisabilité a permis de déterminer qu'environ 400 logements pouvaient être réalisés sur l'emprise disponible. Toutefois, seuls 140 logements sont concernés par ce marché. En effet, le CROUS souhaite, par cette opération, démontrer la pertinence du recours à la filière hors-site pour la totalité de ce programme.

En outre, le CROUS souhaite que l'opération se réalise en ayant recours au marché global de performance (MGP) passé en dialogue compétitif.

Pour répondre à ce besoin, le CROUS met en place un Assistant technique à Maîtrise d'ouvrage – Programmiste (ATMOPROG), sur les aspects architecturaux, techniques, économiques, fonctionnels et sur les sujets liés à l'exploitation-maintenance et à la performance.

1.3 - Lieux d'exécution

Les prestations auront lieu en divers lieux :

- Le lieu principal d'exécution des prestations est le terrain sur lequel la résidence sera construite. Il s'agit des parcelles autour de l'actuelle résidence Beaune Bourgogne, 37 rue Recteur Marcel-Bouchard, 21000 Dijon.
- Certaines réunions pourront avoir lieu chez la Maîtrise d'ouvrage :
 - Au siège du CROUS Bourgogne-Franche-Comté, 32 avenue de l'Observatoire, 25000 Besançon.
 - A son implantation locale, Pavillon SULLY – 11 rue Edgar Faure, 21000 Dijon.
- Des visites devront avoir lieu sur le site de préfabrication, y compris pendant la consultation pour l'attribution du marché global de performance.

1.4 – Identification des cocontractants

Les Parties au contrat sont :

- · D'une part, le pouvoir adjudicateur, désigné indifféremment par les termes :
 - L'acheteur.
 - Le maitre d'ouvrage.
 - Le pouvoir adjudicateur.
 - La personne publique.
 - Le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires Bourgogne-Franche-Comté (CROUS).
- D'autre part, le Titulaire, qu'il soit une entreprise unique ou un groupement, tel que définit dans l'Acte d'engagement (AE), désigné indifféremment dans les pièces du marché par les termes :
 - Le Titulaire
 - Le Prestataire
 - Le Programmiste
 - L'ATMO

ARTICLE 2 - Conduite du marché et interlocuteurs

2.1 - Direction et contrôle du marché – Ordre de service

Les personnes suivantes sont habilitées ès-qualité à engager l'acheteur pour la conduite opérationnelle et le contrôle des prestations objet de ce marché :

Muriel BALDI, Directrice générale du CROUS Bourgogne-Franche-Comté

Le contrôle et la direction de l'opération pour le maître d'ouvrage sera assurée par la Direction du Patrimoine du CROUS.

Elle sera obligatoirement informée de tous échanges du Titulaire envers les entités partenaires tels les autres intervenants du CROUS, le contrôleur technique, le coordinateur SPS, le CEREMA.

Les décisions, ordres ou remarques relatifs à cette conduite et à ce contrôle se concrétisent par des ordres de service signés, datés et numérotés conformément à l'article 3.8 du CCAG-PI.

Le Titulaire en accuse immédiatement réception.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours sous peine de forclusion à compter de la réception de l'ordre de service pour émettre d'éventuelles réserves sur les conséquences directes ou indirectes découlant de celui-ci. Ces réserves sont transmises au maître d'ouvrage par un moyen permettant de donner date certaine.

Certaines décisions pourront toutefois faire l'objet de courriers, sans revêtir la forme de l'ordre de service.

2.2 - Conduite des prestations au sein du prestataire

La conduite des prestations est définie à l'article 6 de l'Acte d'engagement.

Le Conducteur des prestations est l'interlocuteur principal pour le compte du Titulaire. Cette personne :

- Est en mesure d'engager la société ou le groupement titulaire du marché.
- Réalise l'intégralité des prestations décrites dans le CCTP ou les fait réaliser sous sa responsabilité.
- Participe aux réunions stratégiques et, ou techniques.
- Assure en particulier et sans les déléguer les missions relevant de la responsabilité de mandataire que lui confient les autres membres du groupement.
- Doit se montrer disponible lors de l'accomplissement de ses missions.

Cet interlocuteur sera garant de la bonne coordination entre le maître d'ouvrage et ses assistants, le titulaire du marché global de performance, les tiers intéressés, les intervenants du Titulaire. Il devra participer aux réunions stratégiques et, ou techniques et devra se montrer disponible lors de l'accomplissement de ses missions.

Le Conducteur des prestations est suppléé par une personne nommément désignée à ce même article, d'une expérience et d'une compétence équivalentes.

Il fait intervenir les personnes citées dans ledit article de l'acte d'engagement, sans préjudice de l'intervention d'autres personnes. Les CV de ces personnes sont portés à la connaissance du maître d'ouvrage dès l'offre et sont pièces du marché.

Ces personnes participeront personnellement à l'exécution des prestations objet de ce marché, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

En tant que marché de prestations intellectuelles, la personne publique entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la personne publique sera extrêmement vigilante au respect des intervenants sus mentionnés : elle pourra par ailleurs révoquer un intervenant non connu si le titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

Le Titulaire dispose des compétences dans les domaines suivants :

- Assistance générale à Maîtrise d'ouvrage (administrative, technique, financière)
- Ordonnancement, pilotage et coordination
- Maquette numérique du bâtiment
- Exploitation-maintenance

Il dispose de connaissances et d'expériences en matière de construction hors site.

Lorsque le Titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Spécifiquement, en cas de défaillance du mandataire, par précision de l'article 3.5.4 du CCAG PI, le délai avant mise en demeure pour désigner le mandataire remplaçant est de 8 jours.

En l'absence de remplacement dans le délai sus-indiqué, de découverte tardive, de « mise devant le fait accompli » ou de défaillance (notamment par absence de passation des consignes nécessaires) perturbant le bon déroulement de la

prestation, le Titulaire encourt la résiliation de son marché, pour faute, aux frais et risques, ou l'exécution aux frais et risques.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, la personne publique se réserve la possibilité de demander le remplacement du Conducteur de prestation. Au préalable, la personne publique informera le titulaire de la difficulté qu'il rencontre dans l'exécution de la prestation. Le titulaire a 15 jours pour présenter un remplaçant sous peine d'application de la pénalité définie à l'article 9.1.

Celui-ci est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de 15 jours.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

La Maîtrise d'ouvrage peut demander le remplacement de toute personne intervenant pour le compte du Titulaire.

2.3 – Sous-traitance

Le prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le Titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de modification de l'acte spécial précisant tous les éléments des articles R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et aux articles L2141-1 à 2141-12 dudit code ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8251-1, L. 8231-1 et L. 8241-1 du Code du Travail ;
- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- le compte à créditer.

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG PI.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 39.1 f) du CCAG PI).

2.4 – Utilisateurs et gestionnaires

Les intervenants suivants ne constituent pas la maîtrise d'ouvrage ; toutefois, la prise en compte de leurs besoins est essentielle pour la réussite de l'opération :

- Les autres services du CROUS
- Les interlocuteurs éventuels au niveau CNOUS
- Les représentants du Conseil de la vie étudiante

Ces différents intervenants n'appartenant pas à la maîtrise d'ouvrage, toute demande émanant de l'un ou l'autre (communication de document, prestation dérogeant au programme) doit faire l'objet d'un signalement à la maîtrise d'ouvrage, pour gestion de la demande. Toute demande de la part d'un utilisateur ou d'un gestionnaire qui serait honorée par le Titulaire sans avis préalable de la maîtrise d'ouvrage engage sa responsabilité. La maîtrise d'ouvrage pourrait en demander l'annulation, la démolition, le remplacement, aux frais du titulaire, sans que celui-ci puisse élever de réclamation.

2.5 – Tiers intéressés

Les tiers intéressés sont les organismes que le titulaire se doit de solliciter en temps utile pour prendre en compte leurs exigences dans le cadre du projet. Il s'agit notamment :

- Du SDIS21.
- Des concessionnaires de réseaux.
- Des services instructeurs des différentes autorisations administratives susceptibles d'être nécessaires pour l'opération.
- Etc.

2.6 – Pôle sécurité

L'opération nécessitera que le CROUS mette en place :

- Un marché de contrôle technique (CT) ; celui-ci comprendra a minima les missions suivantes : L+S, PS, P1, F, Ph, Th, Hand, Brd, Av, GTB, HYS
- Un marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) ; celui-ci comprendra a minima les prestations nécessaires pour un chantier de niveau 1 avec CISSCT.

Ces missions seront adaptées et complétées pour les besoins :

- D'une opération recourant à un marché global de performance.
- D'une consultation en dialogue compétitif.
- [De missions réalisées sur un ouvrage en filière hors site.](#)

Le Titulaire assistera le CROUS dans la mise en place de ces marchés.

2.7 – Modalités de communication et de collaboration

La notification du marché se fera par le profil d'acheteur.

Les échanges de documents relatifs au marché (ordres de service, avenants, etc.) se feront par mail avec accusé de réception.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les notifications font l'objet d'un accusé de réception comportant la date et, le cas échéant, l'heure de réception. Ce sont ces informations qui font courir les délais. La notification par mail est autorisée, dès lors que le destinataire s'astreint à accuser réception expresse de la décision, observation ou information. L'adresse électronique employée est celle figurant à l'article 2 de l'acte d'engagement. Elle est régulièrement employée et contrôlée par le Titulaire par une personne en mesure d'engager le Titulaire.

Les documents seront diffusés aux Maître d'ouvrage, contrôleur technique, coordonnateur SPS, titulaire du MGP ; les diffusions se font notamment sous forme informatique (PDF sélectionnable).

L'absence de réaction de la part du titulaire du MGP aux indications fournies et aux questions formulées par écrit par l'ATMO, qu'il s'agisse des comptes-rendus ou des ordres de service, fera l'objet, en cas de constat, de pénalités prévues au MGP sur la base des conseils de l'ATMO.

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition de l'ATMO par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions dans les conditions et limites fixées par le présent marché, notamment celles relatives au traitement des données personnelles.

Dans le cadre de ses missions, l'ATMO est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, l'ATMO informe le maître d'ouvrage sans délais.

ARTICLE 3 - Pièces du marché

Par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI), le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes sauf annexes financières
2. Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
3. Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe
4. L'offre technique du titulaire
5. Les annexes financières à l'AE (pour les prix unitaires uniquement)

Pièce générale contractuelle

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles dans sa version définie par l'arrêté du 30 mars 2021, modifié.

Ce document d'ordre général n'est pas joint au présent marché, mais la partie contractante déclare expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

Pièces d'engagements unilatéraux

À l'appui de son offre, le Titulaire a présenté des documents qui constituent des Engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du Maître d'ouvrage. En conséquence, le Maître d'ouvrage pourra à tout moment exiger du Titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'Engagements unilatéraux, ceux-ci ne confèrent pas au Titulaire de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les Ouvrages diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

ARTICLE 4 - Décomposition du marché

4.1 - Décomposition de la mission en parties techniques

La mission de l'ATMO est décomposée en parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles, dans sa version définie par l'arrêté du 30 mars 2021, modifiée. Les parties techniques sont :

- Partie technique n° 1 (PT1) : Programmation et Dossier d'expertise
- Partie technique n° 2 (PT2) : Assistance à la passation du marché global de performance jusqu'à sa notification
- Partie technique n° 3 (PT3) : Contrôle de l'avancement et de la qualité des études
- Partie technique n° 4 (PT4) : Contrôle de l'avancement et de la qualité des travaux
- Partie technique n° 5 (PT5) : Assistance aux opérations préalables à la réception
- Partie technique n° 6 (PT6) : Assistance pendant les périodes de garantie
- Partie technique n° 7 (PT7) : Suivi des prestations d'exploitation et contrôle des performances pendant trois ans

Dans le cas où les parties techniques seraient elles-mêmes divisées en sous-parties techniques, celle-ci doivent être considérées comme autant de parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

Enfin, la mission de l'ATMO comprend également des prestations dites « transversales » et décrites à l'article 11, du CCTP. L'exécution de ces prestations est concomitante aux différentes parties techniques.

4.2 – Modifications en cours d'exécution

Si une modification de marché s'avérait nécessaire, sa mise au point se ferait en prenant pour base les prix issus du cadre financier.

Cette modification de marché précisera :

- Le contenu précis de la prestation,
- Le temps prévu en fonction du bordereau des prix unitaires,
- Le délai d'exécution,
- Le montant total de la commande (HT et TTC).

Le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais dans un délai de 15 jours à compter de la demande du Pouvoir adjudicateur.

4.3 – Marchés de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché de prestations similaires sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

4.4 - Clauses de réexamen

Le Pouvoir adjudicateur pourra décider de solliciter le Titulaire pour la réalisation de prestations complémentaires dont l'occurrence n'est pas certaine à ce jour :

- Assistance à la passation de marchés de diagnostiqueurs supplémentaires (la base contractuelle comprend l'assistance pour les diagnostiqueurs listés au CCTP).
- Assistance à la passation des marchés du pôle sécurité, sûreté (Conseil ESSP le cas échéant).
- Ajout d'un candidat participant au dialogue compétitif (la base contractuelle est de trois candidats).
- Ajout d'un tour de dialogue (la base contractuelle est d'un tour de dialogue).
- Renouvellement du suivi de l'exploitation-maintenance, avec les adaptations nécessaires, pour un maximum de 12 ans d'exploitation-maintenance (la base contractuelle est de six ans – cf. PT7).
- Réalisation de visites en usine d'un éloignement important (la base contractuelle considère un rayon de 300 km depuis le site du chantier).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander cette prestation d'assistance complémentaire dont les prix unitaires sont issus du cadre financier ou de justificatifs de déplacement.

Leur intégration fera l'objet d'une Modification de Marché et leur prix alors réintégré au montant de la rémunération due par le Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 - Prix du marché

5.1 - Contenu du prix

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il couvre l'ensemble des prestations du présent marché, y compris celles mentionnées dans l'offre technique du Titulaire.

Il est par ailleurs précisé que le prix du marché comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le Titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

5.2 – Variation des prix

Le prix est définitif et révisable. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de dépôt de l'offre, ce mois est appelé « mois zéro ». Il figure en page de garde de l'acte d'engagement.

Le coefficient de révision C applicable est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_d - 3 / I_o - 3)$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision du mois n
- $I_d - 3$: valeur de l'index identifié ci-dessous au mois d'exécution de la prestation moins 3 mois.
- $I_o - 3$: valeur de l'index de référence au « mois zéro » moins 3 mois.

L'index de référence I, publié par l'INSEE, est l'index ING Ingénierie. Il est appliqué à l'ensemble des prestations.

5.3 – Prix d'unités

Si une Modification de marché s'avérait nécessaire, sa mise au point se fera en prenant pour base les prix issus de la décomposition de l'annexe financière ou, à défaut, dans les prix unitaires des annexes financières.

5.4 – Sous-décomposition des prix

Le Pouvoir adjudicateur pourra demander au Titulaire de lui fournir une sous-décomposition des prix, notamment concernant le suivi des travaux, une fois connu le phasage et le nombre de réceptions partielles.

5.5 – Assurance

Le Titulaire ou chaque membre du groupement devra apporter la preuve qu'il bénéficie pour son activité d'une couverture d'assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels

consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations.

Eu égard aux responsabilités dévolues à l'ATMO au titre de sa mission, il est exigé que le Titulaire ou chaque membre du groupement justifie, au moyen d'une attestation, d'une assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 du Code Civil.

Ces attestations doivent émaner exclusivement d'une compagnie d'assurances, d'un agent général, ou d'une mutuelle. Elles doivent comporter au minimum les indications suivantes :

- Nom de l'assuré.
- Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs.
- Montant des franchises éventuelles.
- Activités exactes garanties.
- Durée et date de l'attestation.

Le Titulaire, les éventuels membres du groupement ou sous-traitants devront justifier auprès du Pouvoir adjudicateur des attestations d'assurance à chaque échéance de règlement de la prime.

Le Titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, il n'est pas demandé de garantie technique.

ARTICLE 6 - Avance

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au Titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 50,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Note : Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R.2191 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le Titulaire n'a droit à cette avance que pour la part qu'il exécute directement, le solde revenant aux sous-traitants qui la demandent.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Le marché ne comporte pas de garantie financière.

ARTICLE 7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le Titulaire remettra ses demandes d'acomptes au fur et à mesure de la réalisation de chaque partie technique de réalisation des prestations. Le Titulaire pourra demander des acomptes pour chaque phase. Dans ce cas, il lui appartient de remettre tout justificatif prouvant la réalité de la créance.

Le paiement de chaque partie technique figurant dans la décomposition des prix de l'annexe financière sera conditionné à l'admission de ladite phase ; auparavant, le paiement de la partie technique est plafonné à 80 % de son montant.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

PT2.3	30 %	A l'issue du premier rendu de dialogue
	30 %	A l'issue du deuxième rendu de dialogue
	40%	A la notification du MGP

PT3.1	30 %	A l'admission du dossier de demande de PC
PT6		Echéances bimestrielles
PT7		Echéances trimestrielles

7.2 – Règlement définitif

Le titulaire doit demander le solde des sommes qu'il estime lui être dû au titre de ce contrat dans le mois qui suit la parution de l'index nécessaire à l'actualisation du dernier acompte.

À défaut, le maître d'ouvrage procédera à la liquidation des sommes dues sur la base d'un décompte établi par ses soins.

Cet article déroge au 11.7 du CCAG-PI.

7.3 – Présentation et transmission des demandes de paiement

Les acomptes et le solde du marché seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement des prestations, selon les dispositions de l'article 11 du CCAG PI.

Le titulaire déposera impérativement via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> sa demande de paiement à destination du maître de l'ouvrage. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Pour l'utilisation du portail Chorus Pro, le titulaire devra déposer les factures sur le n° de SIRET de l'établissement. Les codes CHORUS nécessaires au dépôt des factures sont les suivants :

- N° SIRET du CROUS BFC : 130 024 433 00018
- Code service : 1005
- N° d'engagement juridique (EJ) : communiqué à la notification du marché
- N° de marché : 2025024PI

Toutes les factures électroniques seront établies sur papier en-tête du titulaire et devront comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro du marché et le cas échéant, le numéro de chaque avenant
- Les nom, SIRET et adresse du créancier
- Le numéro de compte bancaire ou postal à créditer tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- La désignation du destinataire de la facture
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire

- Le « numéro d'engagement juridique » destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire
- La date d'émission de la facture
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture
- La date d'exécution des prestations
- La quantité et la désignation des prestations réalisées
- Le montant HT des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA : Si le prestataire est étranger (titulaire, cotraitant en cas de groupement, sous-traitant, il a l'obligation de présenter ses factures en Hors Taxes et d'y mentionner que « la TVA est due par le client identifié à la TVA en France en application de l'article 21-1-a de la 6e Directive ou l'article 283-1 du Code Général des Impôts. »
- Le montant TTC des prestations
- Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.4 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.5 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

7.6 – Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du Titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

ARTICLE 8 - Admission des prestations

8.1 – Présentation des prestations

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement.

En outre, chaque bordereau comportera :

- Soit la mention « documents provisoires ».
- Soit la mention « documents définitifs ».

Les documents devront être nommés de la manière suivante :

« AnnéeMoisJour – Emetteur - Nom du document – Numéro de version »

La date et la version du document sont impérativement mentionnées en bas de page du document.

L'ensemble des livrables sera remis sous format informatique dans les délais affichés dans les différentes pièces du marché.

Les délais de remise des livrables et le point de départ de ces délais sont déterminés à l'article 9 du présent CCAP. A défaut, tout délai peut être précisé par ordre de service.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

8.2 – Avis sur les documents provisoires

Les navettes concernant la mise au point des « documents provisoires » doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément ou partie technique concerné.

Les délais nécessaires à la personne publique pour émettre avis et observations sur les « documents provisoires » sont arrêtés d'un commun accord, sur suggestion du Titulaire.

8.3 – Admission des prestations

Dès que les documents définitifs objet du présent marché seront présentés, le pouvoir adjudicateur en vérifiera la forme et le contenu, en examinera la qualité et vérifiera s'ils répondent aux exigences et stipulations du présent marché.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur décidera par ordre de service comme défini à l'article 2.1 du présent document :

- D'un avis favorable sur la prestation,
- D'un avis favorable avec réserves,
- D'un ajournement de l'avis sur la prestation en demandant l'amélioration de la prestation, l'apport de complément ou encore la reprise de l'étude. Le pouvoir adjudicateur fixera un délai pour cette reprise, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation en termes de complément d'honoraires.
- D'un avis favorable avec refaction sur le prix de la prestation,
- D'un rejet.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI la présence du Titulaire aux opérations de vérification n'est pas requise.

ARTICLE 9 - Mesures coercitives

9.1 – Généralités sur les pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1, il n'est pas prévu de procédure contradictoire pour l'application des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités sont dues même si leur montant ne dépasse pas 1000 €. Par dérogation à l'article 14.1.2 le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Le Titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Les retenues sont appliquées sans autres formalités par précompte sur la demande d'acompte qui suit le constat du retard ou de l'absence. Pour les pénalités calculées sur une base journalière, chaque jour commencé sera considéré comme dû.

Lors de la demande d'acomptes, la retenue peut être transformée en pénalité définitive. Le montant définitif de ces pénalités est fonction du dysfonctionnement réel constaté par le pouvoir adjudicateur pour l'opération.

En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable des pénalités lui ayant été notifiées.

9.2 - Délais d'exécution

En cas d'obstacle à l'exécution du marché, l'acheteur peut, sur demande du titulaire et suivant le caractère des faits signalés, accorder une prolongation du délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-PI.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais impartis (en jours calendaires) pour les tâches suivantes :

Tâche	Délais	Point de départ du délai
Réunion de présentation de l'équipe et discussion	7 jours	A la notification du marché
Production des pièces du programme	60 jours	A la notification du marché
Production des pièces du dossier de consultation du MGP	21 jours	Admission de la PT1
Production du rapport d'analyse des candidatures	14 jours	Date de réception des candidatures
Production du rapport d'analyse des propositions initiales des participants au dialogue	14 jours	Date de réception des propositions initiales
Production du rapport d'analyse des propositions intermédiaires des participants au dialogue	21 jours	Date de réception des propositions intermédiaires
Production du rapport d'analyse des offres	14 jours	Date de réception des offres

Tâche	Délais	Point de départ du délai
finales des soumissionnaires		finales
Remise du document de mise au point du marché	14 jours	Décision d'attribution
Diffusion des courriers de rejet aux candidats non retenus	5 jours	Date de réception de la demande
Production d'un projet de réponse à un candidat évincé	7 jours	Date de réception de la demande
Remise d'un avis sur un dossier d'études	14 jours	Date de communication du dossier d'études
Remise d'un avis sur un dossier de demande d'autorisation administrative	14 jours	Date de communication du dossier
Contrôle externe ou production d'un avis ou d'un document	7 jours	Date de l'évènement ou date de la demande par la personne publique
Rédaction d'un compte-rendu de réunion	2 jours ouvrés	Date de la réunion
Rédaction d'un courrier administratif	2 jours	Date de demande par la personne publique
Emission d'un avis écrit sur des données techniques ou sur un document d'exécution ou de planification	7 jours	Date de réception du document, de l'information par l'ATMO
Saisie par mail du maître d'ouvrage pour répondre à toute demande sur une question, l'obtention d'un avis, d'une admission	2 jours	Date de connaissance du problème ou de la question par l'ATMO
Remise d'un document de réception (sauf EXE4 sur-le-champ)	7 jours	Date de référence au sens du CCAG Travaux
Instruction des réserves du concepteur-constructeur-aménageur	14 jours	Date de réception de la réserve
Analyse des dossiers de sous-traitance	5 jours	Date de réception de la déclaration par le concepteur constructeur
Délai de traitement d'une situation hors projet de décompte final	7 jours	A réception
Délai de traitement du projet de décompte final	15 jours	A réception
Délai d'examen des dossiers finaux du MGP	21 jours	Remise des dossiers par les titulaires
Notification d'un ordre de service	7 jours	A compter de la décision de la Maîtrise d'ouvrage

Tâche	Délais	Point de départ du délai
Remise d'un avis sur fiche GPA	7 jours	A compter de la connaissance du désordre
Remise d'une fiche modificative de projet	7 jours	A compter de la demande (de l'ensemblier, de la Maîtrise d'ouvrage) ou de la survenance du fait générateur
Avis sur un mémoire en réclamation	10 jours	Notification du mémoire par l'ensemblier

Pour chacun de ces délais, en cas de retard, le titulaire se verra appliquer sur le calcul de ses acomptes mensuels une pénalité (nette de taxe) de 100 euros par jour de retard.

En outre, le financement de l'opération s'appuie pour partie sur un Prêt locatif social (PLS). Le Pouvoir adjudicateur a l'obligation d'admettre l'APD du projet avant fin 2026. Si, du fait du Titulaire, ces droits à prêt venaient à être perdus, celui-ci verrait son marché résilié pour faute.

ARTICLE 10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

10.1 – Droit de propriété intellectuelle applicable

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option B telle que définie à l'article 24 du CCAG PI.

Le prix du marché tient compte de la cession des droits d'exploitation sur les résultats.

10.2 – Confidentialité

Le Titulaire s'engage à tenir confidentiel tout document, toute information et toutes données de quelque nature que ce soit, portés à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché, et s'engage à ne pas les divulguer ni pendant l'exécution du marché ni après qu'il a cessé de produire ses effets.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes ses dispositions utiles pour faire respecter par son personnel et, ou ses sous-traitants éventuels les dispositions relatives à la confidentialité.

Au commencement de sa mission, il pourra être demandé au Titulaire de signer un engagement de confidentialité, notamment pour ce qui est des échanges dématérialisés ou de la communication de documents.

10.3 – Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 6 jours.

Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement

les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

L'information sera communiquée ultérieurement.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère

personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel" ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 11 - Arrêt des prestations

11.1 - Arrêt en fin de partie technique

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chaque partie technique telle que définie à l'article 4.1 du présent CCAP, et conformément aux dispositions de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles.

Cet arrêt d'exécution à la fin d'une partie technique entraîne la résiliation du marché dans les conditions précisées à l'article 12 du présent CCAP.

11.2 - Fin normale du contrat

La mission du Titulaire s'achève à la plus tardive des deux dates suivantes :

- Terme des trois premières années d'exploitation-maintenance du MGP.
- Fin de garantie de parfait achèvement du MGP.

Ce terme peut toutefois être repoussé par l'activation de la clause de réexamen relative aux prestations de suivi pendant l'exploitation-maintenance du MGP.

Sauf écrit contraire de la part du maître d'ouvrage, la réception de sa mission est prononcée à compter de cette date, dans les conditions des articles 28 et 29 du CCAG PI.

Le Maître d'ouvrage remettra au Titulaire une attestation de fin de mission concomitante au mandatement du solde. Cette attestation constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

À défaut, c'est le mandatement du solde qui tiendra lieu d'attestation.

ARTICLE 12 - Résiliation

12.1 - Conditions générales

Les conditions de résiliation applicables au présent marché sont celles des articles 27 et de 36 à 42 du CCAG Prestations intellectuelles.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général ou d'un arrêt à fin de partie technique par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 % des parties techniques en cours d'exécution, 0% pour les parties techniques non ordonnées par ordre de service.

Outre les cas évoqués à l'article 39.1 du CCAG Prestations intellectuelles, sont considérés comme des cas pouvant entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés L.2141 du Code de la commande ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R.2143-3 à R.2143-12 dudit code.
- La non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle ou de l'assurance décennale.
- Le non-respect des obligations précisées aux CCAP ou au CCTP, à la suite d'un constat par le maître de l'ouvrage et d'une mise en demeure restée sans suite probante dans un délai ne pouvant excéder 15 jours calendaires.
- La non-remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D. 8222-5 du Code du travail.
- La perte du financement de la Région Bourgogne-Franche-Comté (« Territoire en action ») du fait du Titulaire.

Dès lors, le marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les mêmes conditions que celles précisées à l'article 39 du CCAG Prestations intellectuelles.

12.2 - Résiliation partielle

En cas de groupement, lorsque le mandataire est défaillant, non seulement dans son rôle de mandataire, mais aussi dans l'exécution des travaux qui lui sont attribués dans l'acte d'engagement, les stipulations suivantes s'appliquent.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 3.5.4 du CCAG Prestations intellectuelles.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le maître d'ouvrage est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par le mandataire. Dans ce cas :

- si les autres membres du groupement en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 3.5.4 du CCAG Prestations intellectuelles.

Le marché est alors modifié par avenant pour désigner la part des prestations exclues du marché, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce groupement ;

- si les membres du groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage résilie la totalité du marché.

La même procédure est possible en cas de défaillance d'un cotraitant. Dans ce cas, la responsabilité de la démarche incombe au Mandataire du groupement.

ARTICLE 13 - Règlement des litiges et langues

13.1 - Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

- **Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends**

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

13.2 – Règlement des litiges devant les tribunaux

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

13.3 – Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 14 - Dérogations

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG Prestations intellectuelles :

<u>Article du CCAP portant la dérogation</u>	<u>Articles du CCAG auxquels il est dérogé</u>
2.3	3.6.3
3	4
5.5	30
7.2	11.7
8.3	28.5 & 29
9.1	14.1.1, 14.1.2 & 14.1.3